



MOBILISATION ET MODALITES D'ACTION DU 14 AU 28 MARS

LE 14 MARS, TOUS EN GREVE A LA DGFIP POUR DIRE STOP !

RASSEMBLEMENT à 9H30

**devant le SIP de La Roche sur Yon – Cité administrative
(conférence de presse à 11H00)**

VENEZ NOMBREUX !

Lors de ce rassemblement, les collègues présents décideront de la suite à donner au mouvement (reconduction de la grève, actions diverses, etc...)



Notre direction générale engage une refonte sans précédent des missions et du maillage territorial de la DGFIP : la fameuse « **géographie revisitée** ».

Tous les personnels seront directement ou indirectement concernés à un moment ou à un autre !

Nous pouvons, si nous le décidons vraiment et si nous nous y mettons tous, arrêter cette liquidation méthodique de la DGFIP et c'est maintenant que nous devons le faire !

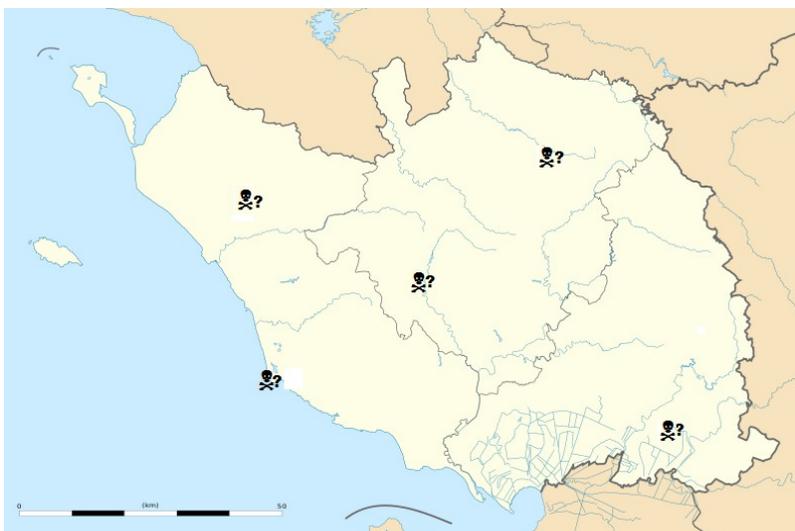
La création de services départementaux (2 SIP , 2 SIE , 1 SPF), la mise en place d'agences comptables (pour les plus grosses collectivités) et la suppressions de toutes les autres trésoreries, le transfert du cadastre à l'IGN, la suppression des services de direction (ou ce qu'il en reste), la création d'un pôle fiscal avec la montée en charge de l'intelligence artificielle (le datamining) aboutiront fatalement à de la mobilité forcée.

Pour celles et ceux dont la mission aura été transférée, le risque de rejoindre la fonction publique territoriale ou d'autres entités, de droit public ou privé est réel.

Dans le même temps, la réduction des moyens budgétaires alloués à la DGFIP va s'amplifier avec la suppression de milliers d'emplois (-100 rien que pour la Vendée ces 3 prochaines années).

La géographie revisitée : projection du réseau vendéen à l'échéance 2022.

(Ce n'est qu'une hypothèse basée sur le nombre de services devant être maintenus, mais personne à ce stade ne sait sur quels sites ils le seront...)



La Roche sur Yon : 1 SPF ; 1 pôle de contrôle unifié ; 1 SIP ; direction

Les Herbiers : 1 back office SPL

Fontenay le comte : 1 back office SPL ; 1 SIE

Challans : 1 SIE ;

Les Sables d'Olonne : 1 back office SPL ; 1 SIP ;

Suppression de 11 à 13 % de l'effectif actuel + transfert hors réseau de 3 agences comptables et des effectifs correspondant (hôpitaux, département, Ville de la Roche sur Yon) ;

Externalisation de la gestion des hébergés et des missions CDIF.

Début de la transformation dès la fin du grand débat national !



**LE 19 MARS, JOURNEE DE GREVE INTERPROFESSIONNELLE
TOUS ENSEMBLE POUR UNE AUTRE POLITIQUE SOCIALE !
RASSEMBLEMENT et MANIFESTATION À 14H
PLACE NAPOLEON à LA ROCHE SUR YON**

Le 19 mars doit être un temps fort de mobilisation. Le Président de la République et le gouvernement mettent en œuvre une politique ultralibérale. Celle-ci, multiplie les attaques contre les salariés, qu'ils soient du secteur privé ou du secteur public.

Les agents de la Fonction publique et leurs missions sont au cœur des visées régressives du pouvoir exécutif.

Après le retour du gel de la valeur du point qui entraîne des pertes de pouvoir d'achat sans précédent, la mauvaise compensation de la hausse de la CSG, le rétablissement du jour de carence injuste tant pour les salariés du privé que pour les agents publics, pour ne s'en tenir qu'à quelques exemples, voici un projet de loi dévastateur de contre réforme de la Fonction publique.

En démantelant les organismes consultatifs de la Fonction publique (suppression des CAP et des CHS) et en mettant en cause les mandats des représentants des personnels, en projetant un recours encore plus massif aux contractuels, synonyme de précarité accrue et d'affaiblissement de la garantie de neutralité des agents publics, en accentuant fortement les éléments individuels de rémunération (rémunération au mérite), ce projet de loi constitue une charge sans précédent contre le Statut Général des fonctionnaires.

Pire, en créant un arsenal de dispositions, notamment organisant la mobilité forcée, pour accompagner de nouvelles et massives suppressions d'emplois et favoriser l'abandon ou la privatisation de missions publiques, ce texte est également porteur de reculs très graves pour l'ensemble de la population aggravant encore les inégalités.

Tout cela se fait à la hussarde, dans un calendrier extrêmement resserré qui ne permet pas une concertation digne de ce nom.

Ce texte pourrait être adopté dès juin au Parlement et ce sans tenir compte des propositions et positions des organisations syndicales.

**La coupe est plus que pleine : elle déborde !
L'heure est à la mobilisation de toutes et tous.**

Les organisations syndicales FO DGFIP 85, Solidaires Finances Publiques 85, CGT Finances Publiques 85 et CFDT Finances Publiques 85 appellent les agents des finances publiques à la grève, et à participer à toutes les initiatives et manifestations organisées entre le 14 mars et le 28 mars (rassemblement national à Bercy ce jour là).



REAGIR OU SUBIR : A VOUS DE CHOISIR !!!